

**Audience publique du 5 juillet 2006**

=====

Recours formé par  
Monsieur ..., ...  
contre un bulletin d'établissement en commun  
émis par le bureau d'imposition Luxembourg 6  
en matière d'impôt sur le revenu  
-----

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 20826 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 22 décembre 2005 par Monsieur ..., ingénieur technicien, demeurant à L-..., tendant à la réformation d'un bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés rectificatif pour l'année 1999 relatif à la fixation en commun avec sa mère des revenus de location de biens, émis le 2 février 2005 par le bureau d'imposition Luxembourg 6 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 22 mars 2006 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 29 mars 2006 par Monsieur ... ;

Vu le mémoire supplémentaire déposé au greffe du tribunal administratif le 3 mai 2006 par Monsieur ... suite au dépôt du dossier fiscal en date du 31 mars 2006 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le bulletin entrepris ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur ... et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives.

---

Le 2 février 2005, le bureau d'imposition Luxembourg 6 de la section des personnes physiques du service d'imposition de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par le « *bureau d'imposition* », émit à l'égard de la copropriété entre Monsieur ... et sa défunte mère, Madame ..., un bulletin d'établissement des revenus d'entreprises collectives et de copropriétés pour l'année 1999 rectificatif « *svt jugement du tribunal administratif* ».

Par courrier du 15 février 2005, Monsieur ... introduisit auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par le « *directeur* », une

réclamation à l'encontre du prédit bulletin d'établissement en commun du 2 février 2005.

En l'absence d'une décision directoriale à la suite de ladite réclamation, Monsieur ... a fait introduire, par requête déposée le 22 décembre 2005, un recours contentieux tendant à la réformation du prédit bulletin d'établissement en commun du 2 février 2005.

En ce qui concerne de prime abord la demande formulée par Monsieur ... dans son mémoire en réplique tendant à voir enjoindre à l'administration des Contributions directes de produire le dossier fiscal, il échet de relever que pareille demande est devenue sans objet, le dossier fiscal ayant été déposé en date du 31 mars 2006.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours dirigé contre un bulletin d'établissement en commun en cas de silence du directeur durant plus de six mois suite à une réclamation dûment introduite par le contribuable. Le tribunal a partant compétence pour connaître du recours en réformation dirigé contre ledit bulletin d'établissement en commun du 2 février 2005.

A travers sa requête, le demandeur conclut à la réformation du bulletin d'établissement en commun rectificatif pour l'année 1999 en se référant au jugement du tribunal administratif du 14 octobre 2004, n° 17718 du rôle, et en renvoyant à sa réclamation et à sa déclaration pour l'établissement en commun des revenus de copropriétés de l'année 1999, déposée le 19 novembre 2001, pour conclure que le total du revenu de la location de biens pour l'année 1999 devrait s'élever à - 219.148 LUF et non pas à - 190.804 LUF, tel que retenu par le bulletin d'établissement en commun litigieux, lequel montant ne serait pas motivé par le préposé.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement soulève en substance l'irrecevabilité de la demande en réformation tirée du libellé obscur de la requête introductive d'instance, dans la mesure où le demandeur n'apporterait aucune précision dans sa requête pour justifier le montant du revenu de la location de biens qu'il voudrait voir retenir, mettant ainsi le tribunal dans l'impossibilité d'apprécier le bien-fondé de la demande et ne permettant pas à l'Etat de prendre position.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur soutient sur ce point qu'il aurait agi de la même manière que dans des affaires qu'il aurait introduites précédemment, et que sa réclamation ainsi que la version rectifiée de celle-ci, lesquelles feraient partie intégrante de sa requête introductive d'instance, renseigneraient « *d'une manière explicite sur les motifs comme sur les montants litigieux contenus au bulletin d'établissement des revenus de copropriété 1999* », de sorte que les conditions pour l'introduction d'un recours seraient remplies en l'espèce. A toutes fins utiles, ces courriers seraient joints une nouvelle fois au mémoire en réplique.

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, la requête introductive doit contenir notamment « *l'exposé sommaire des faits et des moyens invoqués* ».

S'il suffit que cet exposé soit sommaire, la requête introductive d'un recours ne doit cependant pas rester muette sur les moyens à l'appui de la réclamation, elle ne doit pas être dépourvue des indications indispensables et elle doit contenir des conclusions. Si l'omission d'indiquer des moyens entraîne l'irrecevabilité de la demande pour violation des droits de la défense, étant donné que la partie défenderesse ne saurait utilement préparer et assurer sa défense, *a fortiori*, l'absence d'une demande met le juge dans l'impossibilité pure et simple de statuer. Pareille insuffisance initiale constitue un vice entachant la requête introductive d'instance qui ne saurait être ni purgé par un renvoi, fût-il exprès, aux pièces jointes au recours, ni régularisé dans un mémoire ampliatif (cf. trib. adm. 22 janvier 1998, n° 10298 du rôle, Pas. adm. 2005, V° Procédure contentieuse, n° 238).

En l'absence de l'invocation de moyens susceptibles d'entraîner l'annulation ou la réformation de la décision en question, il n'appartient pas au tribunal administratif de suppléer à la carence de la partie demanderesse et de rechercher lui-même les moyens juridiques qui auraient pu se trouver à la base des conclusions de la demanderesse. Dans ce cas, le tribunal doit constater que l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup> de la loi précitée du 21 juin 1999 a été violé dans la mesure où la requête ne contient pas un exposé sommaire des moyens (cf. trib. adm. 5 juillet 2000, n° 11527 du rôle, Pas. adm. 2005, V° Procédure contentieuse, n° 240).

En l'espèce, force est de constater que la requête introductive d'instance déposée le 22 décembre 2005, au-delà des renvois opérés au jugement du tribunal administratif du 14 octobre 2004, n°17718 du rôle, ainsi qu'à la déclaration pour l'établissement en commun des revenus de copropriétés avec ses annexes et à la réclamation, se borne à critiquer le montant de - 190.804 LUF retenu au bulletin d'établissement en commun litigieux à titre de revenu de la location de biens tout en soutenant que le revenu de location de biens devrait s'élever à - 219.148 LUF, sans fournir toutefois une quelconque indication permettant d'expliquer l'origine et la justification du montant indiqué par le demandeur. En outre, force est encore de constater que la réclamation du demandeur à l'encontre du bulletin litigieux comporte comme seule argumentation un tableau désignant les postes contestés du bulletin d'établissement en commun et les montants en cause, ainsi que les numéros des lignes de sa déclaration d'établissement, mais ne contient aucun autre développement tendant à expliquer l'origine et la justification des montants par lui indiqués dans ledit courrier, de manière que le tribunal ainsi que le délégué du gouvernement n'ont pas été mis en mesure d'appréhender l'état actuel des bases d'imposition contestées, l'argumentation du demandeur quant au bien-fondé des bases par lui avancées et le contenu de sa demande en réformation du bulletin entrepris.

Il s'ensuit que le recours sous analyse encourt l'irrecevabilité pour cause de libellé obscur.

Au vu de l'issue du litige, la demande de Monsieur ... tendant à se voir allouer une indemnité de procédure d'un montant de 250.- euros sur base de l'article 33 de la

loi précitée du 21 juin 1999 est à rejeter, les conditions légales afférentes n'étant pas remplies en l'espèce.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare le recours en réformation irrecevable ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

M. Schroeder, premier juge,  
M. Spielmann, juge,  
Mme Gillardin, juge,

et lu à l'audience publique du 5 juillet 2006 par le premier juge, en présence de M. Legille, greffier.

Legille

Schroeder